

Projets de règlement

Avis

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
(chapitre A-19.1)

Projet d'arrêté de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation concernant la modification de la réglementation d'aménagement et d'urbanisme prévue par le décret 817-2019 du 12 juillet 2019

Avis est donné par les présentes que le projet d'arrêté dont le texte apparaît ci-après pourra être édicté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de la présente publication.

Ce projet d'arrêté vise à modifier la réglementation d'aménagement et d'urbanisme prévue par le décret 817-2019 concernant la déclaration d'une zone d'intervention spéciale afin de favoriser une meilleure gestion des zones inondables.

Plus particulièrement, il vise à soustraire des territoires aux restrictions imposées par cette réglementation.

La modification de cette réglementation doit entrer en vigueur rapidement afin que les droits des personnes concernées ne soient pas restreints au-delà de ce qui était nécessaire pour des motifs de précaution et de prévention.

Des renseignements additionnels concernant le projet d'arrêté peuvent être obtenus auprès de M. Martin Desrochers, directeur des mandats stratégiques et de l'habitation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, par téléphone au 418 691-2038 ou par courriel à zis2019@mamh.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet d'arrêté est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 15 jours, à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation au 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 4^e étage, Québec (Québec), G1R 4J3 ou par courriel à zis2019@mamh.gouv.qc.ca.

Québec, le 19 juillet 2019

La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation,
ANDRÉE LAFOREST

Projet d'arrêté de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
(chapitre A-19.1)

CONCERNANT la modification de la réglementation d'aménagement et d'urbanisme prévue par le décret 817-2019 du 12 juillet 2019

ATTENDU QUE le gouvernement a pris, le 12 juillet 2019, le décret 817-2019 concernant la déclaration d'une zone d'intervention spéciale afin de favoriser une meilleure gestion des zones inondables;

ATTENDU QUE ce décret vise à résoudre un problème d'aménagement et d'environnement à la fois grave et urgent;

ATTENDU QUE ce décret prévoit la réglementation d'aménagement et d'urbanisme applicable à l'intérieur du périmètre de la zone d'intervention spéciale;

ATTENDU QUE cette réglementation est conçue pour des zones inondables;

ATTENDU QUE des analyses effectuées par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ont permis de constater que des territoires compris dans le périmètre de la zone d'intervention spéciale ne présentent pas de risques significatifs d'inondation;

ATTENDU QU'il n'est pas nécessaire d'assujettir ces territoires aux restrictions imposées par la réglementation prévue par le décret 817-2019;

ATTENDU QUE, conformément au décret 817-2019, cette réglementation peut être modifiée par arrêté de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation publié à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE la modification de cette réglementation doit entrer en vigueur rapidement afin que les droits des personnes concernées ne soient pas restreints au-delà de ce qui était nécessaire pour des motifs de précaution et de prévention;

EN CONSÉQUENCE, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation arrête :

QUE la réglementation d'aménagement et d'urbanisme applicable à l'intérieur du périmètre de la zone d'intervention spéciale prévue par le décret 817-2019 du 12 juillet 2019 soit modifiée :

1^o par l'ajout, après le paragraphe 11^o, du suivant :

« 12^o les paragraphes 1^o à 9^o ne s'appliquent pas aux territoires décrits à l'annexe 4; »;

2^o par l'ajout, après l'annexe 3 du décret, de la suivante :

**« ANNEXE 4
IMMEUBLES VISÉS PAR LE PARAGRAPHE 12^o
DE LA RÉGLEMENTATION**

LAURENTIDES

POINTE-CALUMET (MUNICIPALITÉ)

Le territoire désigné, en date du 19 juillet 2019, comme soustrait à l'application de la réglementation, tel qu'il apparaît sur la carte produite à cette fin qui est accessible à l'adresse suivante : <http://www.cehq.gouv.qc.ca/zones-inond/carto-zones-inondees-2017-2019.htm>.

MONTÉRÉGIE

COTEAU-DU-LAC (VILLE)

Le territoire situé à l'extérieur d'une zone de grand courant délimitée dans le schéma d'aménagement et de développement ou dans un règlement de contrôle intérimaire, en vigueur le 10 juin 2019, de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges.

DUNDEE (CANTON)

Le territoire situé à l'extérieur d'une zone de grand courant délimitée dans le schéma d'aménagement et de développement ou dans un règlement de contrôle intérimaire, en vigueur le 10 juin 2019, de la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent.

LES CÈDRES (MUNICIPALITÉ)

Le territoire situé à l'extérieur d'une zone de grand courant délimitée dans le schéma d'aménagement et de développement ou dans un règlement de contrôle intérimaire, en vigueur le 10 juin 2019, de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges.

LES COTEAUX (MUNICIPALITÉ)

Le territoire situé à l'extérieur d'une zone de grand courant délimitée dans le schéma d'aménagement et de développement ou dans un règlement de contrôle intérimaire, en vigueur le 10 juin 2019, de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges.

POINTE-DES-CASCADES (VILLAGE)

Le territoire situé à l'extérieur d'une zone de grand courant délimitée dans le schéma d'aménagement et de développement ou dans un règlement de contrôle intérimaire, en vigueur le 10 juin 2019, de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges.

RIVIÈRE-BEAUDETTE (MUNICIPALITÉ)

Le territoire situé à l'extérieur d'une zone de grand courant délimitée dans le schéma d'aménagement et de développement ou dans un règlement de contrôle intérimaire, en vigueur le 10 juin 2019, de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges.

SAINT-ANICET (MUNICIPALITÉ)

Le territoire situé à l'extérieur d'une zone de grand courant délimitée dans le schéma d'aménagement et de développement ou dans un règlement de contrôle intérimaire, en vigueur le 10 juin 2019, de la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent.

SAINTE-BARBE (MUNICIPALITÉ)

Le territoire situé à l'extérieur d'une zone de grand courant délimitée dans le schéma d'aménagement et de développement ou dans un règlement de contrôle intérimaire, en vigueur le 10 juin 2019, de la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent.

SAINT-STANISLAS-DE-KOSTKA (MUNICIPALITÉ)

Le territoire situé à l'extérieur d'une zone de grand courant délimitée dans le schéma d'aménagement et de développement ou dans un règlement de contrôle intérimaire, en vigueur le 10 juin 2019, de la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry.

SAINT-ZOTIQUE (MUNICIPALITÉ)

Le territoire situé à l'extérieur d'une zone de grand courant délimitée dans le schéma d'aménagement et de développement ou dans un règlement de contrôle intérimaire, en vigueur le 10 juin 2019, de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges.

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD (VILLE)

Le territoire situé à l'extérieur d'une zone de grand courant délimitée dans le schéma d'aménagement et de développement ou dans un règlement de contrôle intérimaire, en vigueur le 10 juin 2019, de la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry.»

La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation,
ANDRÉE LAFOREST

71093